

E-alerte – PwC Algérie : Mesures introduites par la Loi n°22-18 relative à l'investissement

Octobre 2022



Lazhar Sahbani

Associé
Tax and Legal Services
Lazhar.sahbani@avocats.pwc.com
PwC France & Maghreb



L'équipe du bureau PwC Algérie a l'honneur de vous présenter un résumé des principales mesures introduites par la Loi n° 22-18 relative à l'investissement (ci-après désigné comme la « Loi n° 22-18 »).

L'équipe PwC Algérie vous souhaite une bonne lecture et reste bien entendu, à votre entière disposition pour toute information complémentaire.

Eléments de contexte

L'introduction de la Loi n° 22-18 s'inscrit dans la continuité du cadrage macroéconomique visant à favoriser le climat des affaires en Algérie en matière d'investissement.

La volonté du Gouvernement algérien est de se positionner comme un acteur économique majeur et attractif aux yeux des divers investisseurs locaux et étrangers.

Dans ce contexte, la Loi n° 22-18 exprime la ferme volonté de l'Etat algérien de relancer une économie diversifiée propice au développement des investissements créateurs de valeur ajoutée. Elle est soumise à trois principes directeurs : liberté, transparence et équité.

En effet, l'article 3 de la Loi n° 22-18 garantit la liberté d'investir et la transparence et l'égalité dans le traitement des investissements à toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère.

La Loi n° 22-18 a pour objet de fixer les règles régissant l'investissement, de définir les droits et obligations des investisseurs et les régimes d'incitation applicables aux investissements dans les activités économiques de production de biens et de services.

Elle vise également à la restructuration des dispositifs d'investissements par la réorganisation et la valorisation du rôle de l'Agence Nationale de Développement des Investissements (ci-après désignée « ANDI »), ainsi que du guichet unique pour la prise en charge rapide des grands projets d'investissement.

Différents régimes d'incitations selon l'intérêt des investissements pour

l'économie nationale sont également prévus par la loi susvisée.

Les principales mesures introduites par la Loi n° 22-18 se résument comme suit :

Champ d'application de la Loi n° 22-18

La Loi n° 22-18 précise la définition de l'investisseur en indiquant qu'il s'agit de toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente, au sens de la réglementation des changes, qui réalise un investissement conformément aux dispositions de la présente loi. A titre de rappel, au sens de la réglementation des changes sont considérées comme résidentes en Algérie les personnes physiques et morales qui y ont le centre principal de leurs activités économiques en Algérie.

A ce titre, les investissements suivants relèvent du champ d'application de la Loi n° 22-18 :

- L'acquisition d'actifs, corporels ou incorporels, entrant directement dans les activités de production de biens et de services, dans le cadre de la création de nouvelles activités, de l'extension des capacités de production et/ou de la réhabilitation de l'outil de production ;
- La participation au capital d'une société sous forme d'apports en numéraire ou en nature.
- La délocalisation d'activités depuis l'étranger.
- Concernant l'acquisition d'actifs, la Loi n°22-18 précise que les actifs peuvent être corporels ou incorporels mais également que l'acquisition concerne les activités de production de biens et de services.
- Concernant la participation au capital, il est désormais clairement spécifié que

cette dernière peut se faire en numéraire ou en nature.

- Enfin, la Loi 22-18 introduit dans la qualification d'investissement, le principe de la délocalisation d'activités depuis l'étranger et précise qu'il s'agit de l'action par laquelle une entreprise de droit étranger transfère toutes ou une partie de ses activités de l'étranger vers l'Algérie.

Réaménagement en matière de garanties et obligations

La Loi n° 22-18 réaffirme certaines garanties déjà en vigueur dans les précédentes lois sur l'investissement et procède à des réaménagements en matière de garanties aux investisseurs étrangers en introduisant notamment des principes suivants :

Possibilité d'octroi de terrains relevant du domaine privé de l'Etat

Dans le cadre des garanties accordées par l'Etat aux investisseurs étrangers, les projets d'investissement éligibles aux régimes d'incitation peuvent désormais, bénéficier de l'octroi de terrains relevant du domaine privé de l'Etat par les organismes chargés du foncier.

En effet, la plateforme mise en place permet également de mettre à disposition des investisseurs les informations relatives aux disponibilités foncières.

Il est important de signaler que même si cette garantie existait auparavant, son application n'était pas clairement définie dans les anciennes lois sur l'investissement, notamment la Loi n°16-09 en date du 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement (ci-après désignée « Loi n°16-09 »).

Garantie de transfert

- Il convient de noter que la Loi n° 22-18 maintient les dispositions déjà prévues en matière de garantie de transfert initialement introduite par la loi n° 16-09 du 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement et les lois précédentes.
- Le législateur affirme dans son exposé des motifs l'importance de cette garantie de transfert pour les investisseurs étrangers.
- En effet, les investisseurs ayant réalisés à partir d'apports en capital sous forme de numéraires importés par le canal bancaire et libellés dans une monnaie librement convertible régulièrement cotée par la Banque d'Algérie et cédés à cette dernière, dont le montant est égal ou supérieur à des seuils minima, déterminés en fonction du coût global du projet, bénéficient de la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent.

- Par ailleurs, concernant les apports en nature, la garantie de transfert et les seuils minima visés ci-dessous s'appliquent à ces types d'apports sous condition qu'ils soient d'origine externe et qu'ils fassent l'objet d'une évaluation, conformément aux règles et procédures régissant la constitution des sociétés.

- Le décret n°22-299 du 8 septembre 2022 fixant les modalités d'enregistrement des investissements ainsi que le montant et les modalités de perception de la redevance relative au traitement des dossiers d'investissement (ci-après désignée, « Décret n°22-299 ») prévoit que les biens neufs, objet de l'apport en nature dans la participation dans le capital social d'une société fait l'objet de l'enregistrement d'une liste par l'investisseur, selon un modèle préétabli, auprès du guichet unique.

Seuils minima de financement pour la garantie de transfert

Le Décret exécutif n° 22-300 du 8 septembre 2022 fixant les listes des activités, des biens et services non éligibles aux avantages ainsi que les seuils minima de financement pour le bénéfice de la garantie de transfert prévoit un réaménagement concernant le seuil minimum pour bénéficier de la garantie de transfert.

En effet, le seuil minimal est désormais fixé à 25 % du montant de l'investissement et calculé sur la base de la part de financement d'origine étrangère incombant aux investisseurs par rapport au coût total de l'investissement.

La non-satisfaction de cette condition ne fait pas obstacle au bénéfice des avantages. Néanmoins, l'investissement se verra privé de la garantie de transfert.

Garantie de dispense des formalités du commerce extérieur et de la domiciliation bancaire

La Loi n° 22-18, dans son article 7 dispense les investisseurs étrangers des formalités du commerce extérieur et de la domiciliation bancaire lorsque ces derniers réalisent des apports extérieurs en nature entrant exclusivement dans le cadre de la délocalisation d'activités à partir de l'étranger.

De plus, cette dispense s'applique également aux biens neufs constituant un apport extérieur en nature.

Cette nouvelle garantie reflète la volonté d'assouplir les procédures en vigueur en matière de commerce extérieur.

Garantie de l'encadrement des réquisitions

L'article 10 de la Loi n° 22-18 réaffirme la garantie de l'encadrement des réquisitions en précisant que

l'investissement réalisé ne peut faire l'objet de réquisition par voie administrative que dans les cas prévus par la loi. La réquisition donne lieu à une indemnisation juste et équitable, conformément à la législation en vigueur.

Garantie du droit d'introduire des recours

La Loi n°22-18 introduit des changements et clarifications concernant le droit d'introduire des recours de refus des avantages et des garanties accordés par la Loi. En effet, les investisseurs ont désormais la possibilité d'introduire un recours administratif devant une « Haute commission nationale des recours liés à l'investissement » (ci-après désignée, la « Commission ») mise en place sous la tutelle de la Présidence de la République.

Conformément à l'article 6 du décret présidentiel n° 22-296 du 4 septembre 2022 fixant la composition et le fonctionnement de la Haute commission nationale des recours liés à l'investisseur (ci-après désigné, « Décret n°22-296 »), l'investisseur saisi la Commission pour tout litige lié à l'investissement, notamment en cas :

- De retrait ou de refus d'octroi des avantages ;
- De refus d'établissement de décisions, documents et autorisations par les administrations et organismes concernés.

En conformité avec le principe d'équité, ce recours est également ouvert à l'investisseur étranger.

Parallèlement à ce recours administratif, en cas de différent né entre l'investisseur étranger et l'Etat algérien, la Loi n°22-18 réaffirme la possibilité aux investisseurs d'introduire un recours auprès des juridictions compétentes sauf dispositions contraires prévues par des conventions bilatérales ou multilatérales ratifiées par l'Etat algérien et le pays de l'investisseur.

Obligations applicables aux investisseurs

La Loi n°22-18 rappelle les obligations incombant aux investisseurs concernant d'une part, le respect de la législation en vigueur et des normes relatives notamment à la protection de l'environnement et de la santé publique, à la concurrence, au travail et à la transparence des informations comptables, fiscales et financières.

D'autres part, l'obligation de fournir toutes les informations demandées par l'administration.

Il convient de préciser que ces obligations existaient dans les réglementations précédentes. Ainsi, on constate la volonté du législateur de présenter clairement les droits et obligations des investisseurs.

Réaménagement des régimes d'incitations

Pour rappel l'ancienne Loi n°16-09 prévoyait des avantages au profit de certains investisseurs. Dans ce contexte, la nouvelle Loi n° 22-18 réorganise ces avantages sous forme de régimes d'incitation suivant une architecture organisée en fonction de « l'intérêt que les investissements présentent pour l'économie nationale et de leur impact sur le développement des secteurs et régions. »

Conformément à l'article 24 de la Loi n° 22-18, les investissements peuvent s'inscrire dans l'un des régimes d'incitation suivants :

- Le régime d'incitation des secteurs prioritaires, ci-après désigné "régime des secteurs"
- Le régime d'incitation des zones auxquelles l'état accorde un intérêt particulier, ci-après désigné "régime des zones"
- Le régime d'incitation des investissements revêtant un caractère structurant, ci-après désigné "régime des investissements structurants"

Les abattements et autres avantages sont fixés dans le détail pour chaque catégorie d'investissement et chaque zone.

La liste des activités non éligibles aux régimes des secteurs ainsi que celui des zones est fixée par le Décret exécutif n° 22-300 du 8 septembre 2022.

Régime des secteurs

Au sens de l'article 26 de la Loi n° 22-18, les investissements réalisés dans les domaines d'activités suivants sont éligibles au régime des secteurs :

- Mines et carrières ;
- Agriculture, aquaculture et pêche ;
- Industrie, industrie agroalimentaire, industrie pharmaceutique et pétrochimie ;
- Services et tourisme ;
- Energies nouvelles et renouvelables ;
- Economie de la connaissance et technologie de l'information et de la communication.

A cet égard, les investissements relevant du régime des secteurs bénéficient des avantages suivants :

Au titre de la phase de réalisation

- Exonération des droits de douane pour les biens importés entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- Franchise de la TVA pour les biens et services importés ou acquis localement,

entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;

- Exonération du droit de mutation, à titre onéreux, et de la taxe de publicité foncière, pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné ;
- Exonération des droits d'enregistrement exigibles pour les actes constitutifs de sociétés et les augmentations de capital ;
- Exonération des droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière, ainsi que de la rémunération domaniale portant sur les concessions des biens immobiliers bâtis et non bâtis, destinés à la réalisation de projets d'investissement ;
- Exonération de la taxe foncière sur les propriétés immobilières, entrant dans le cadre de l'investissement pour une période de dix ans, à compter de la date d'acquisition.

Au titre de la phase d'exploitation

Pour une durée allant de (03) trois à (05) cinq ans, à compter de la date d'entrée en exploitation de :

- L'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés IBS ;
- L'exonération de la taxe sur l'activité professionnelle TAP.

Régime des zones

Au sens de l'article 28 de la Loi n° 22-18, les investissements réalisés dans les localités citées ci-après, sont éligibles au régime des zones :

- Des localités relevant des hauts-plateaux, du sud et du grand sud ;
- Des localités dont le développement nécessite un accompagnement particulier de l'état ;
- Des localités disposant de potentialités en ressources naturelles à valoriser.

Il est à noter que la liste des localités relevant des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier en matière d'investissement a été fixée par le Décret exécutif n°22-301 du 08 septembre 2022.

A cet égard, les investissements relevant du régime des zones bénéficient des avantages suivants :

Au titre de la phase de réalisation, les mêmes avantages prévus pour le régime des secteurs s'appliquent.

Au titre de la phase d'exploitation, pour une durée allant de (05) cinq à (10) dix ans, à compter de la date d'entrée en exploitation, il est prévu :

- L'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) ;

- L'exonération de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

Il est à noter que la liste des activités non éligibles aux avantages prévus par le régime des zones, est fixée par Décret exécutif n° 22-300 du 08 septembre 2022.

Régime des investissements structurants

Au sens de l'article 30 de la Loi n° 22-18, les investissements à haut potentiel de création de richesse et d'emplois, susceptibles d'augmenter l'attractivité du territoire et de créer un effet d'entraînement sur l'activité économique pour un développement durable sont éligibles au régime des investissements structurants.

En effet, le Décret exécutif n° 22-302 du 08 septembre 2022, fixe les critères de qualification des investissements éligibles au régime des investissements comme étant les suivants :

- Niveau d'emplois directs : égal ou supérieur à cinq cents (500) postes d'emplois ;
- Montant de l'investissement : égal ou supérieur à dix (10) milliards de dinars algériens.

Les investissements éligibles au régime des investissements structurants peuvent bénéficier de l'ensemble des incitations fiscales, parafiscales et douanières suivantes :

Au titre de la phase de réalisation, les mêmes avantages prévus pour le régime des secteurs s'appliquent.

Il est à noter que lesdits avantages de la phase réalisation peuvent être transférés aux co-contractants de l'investisseur bénéficiaire chargés de la réalisation de l'investissement pour le compte de ce dernier.

Au titre de la phase d'exploitation, pour une durée allant de (05) cinq à (10) dix ans, à compter de la date d'entrée en exploitation, il est prévu :

- L'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) ;
- L'exonération de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

La durée de la phase d'exploitation est déterminée par l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (ci-après désignée, « **AAPI** »), (anciennement ANDI) selon les grilles d'évaluation exposées par le Décret exécutif n°22-302, qui prennent en considération les critères suivants :

- Montant de l'investissement,
- Les fonds propres,
- Le niveau d'emplois créés,

- Le taux d'intégration d'investissement,
- L'apport technologique et l'impact sur l'environnement.

Organes d'encadrement de l'investissement

La Loi n° 22-18 prévoit une refonte du cadre institutionnel des organismes chargés de l'investissement, à savoir :

- Le Conseil National de l'Investissement (ci-après dénommé « **CNI** ») ;
- L'Agence algérienne de Promotion des Investissements « **AAPI** ».

Conformément à l'article 17, le CNI est désormais chargée de :

- Proposer la stratégie de l'Etat en matière d'investissement ; veiller à sa cohérence globale et d'en évaluer la mise en œuvre ;
- Élaborer un rapport annuel d'évaluation au Président de la République.

Cette disposition indique le rôle du CNI qui est principalement axé sur "la proposition, la coordination et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale d'investissement".

La composition, ainsi que le fonctionnement du CNI sont fixées par le Décret exécutif n° 22-297 du 8 septembre 2022.

Il convient de noter que le portefeuille de projets antérieurement sous la compétence du CNI est désormais transféré à l'AAPI.

Cette disposition reflète la volonté de l'Etat de promouvoir l'efficacité du dispositif d'investissement.

L'AAPI, précédemment dénommé ANDI est chargé de :

- Promouvoir et de valoriser en Algérie, ainsi qu'à l'étranger, l'investissement et l'attractivité de l'Algérie, en relation avec les représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger ;
- D'informer et de sensibiliser les milieux d'affaires ;
- D'assurer la gestion de la plate-forme numérique de l'investissement ;
- D'accompagner les investisseurs dans l'accomplissement des formalités liées à leurs investissements ;
- Gérer les avantages, y compris ceux relatifs au portefeuille des projets déclarés ou enregistrés avant la promulgation de la présente Loi n° 22-18 ;
- Suivre l'état d'avancement des projets d'investissements.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'AAPI de même que le montant et les modalités de perception de la redevance, sont fixées par Décret exécutif n° 22-298 du 8 septembre 2022.

Dans le cadre du traitement des dossiers d'investissement, une redevance est perçue par l'AAPI.

A ce titre, l'attestation d'enregistrement de l'investissement pour les projets d'investissement dont le montant est inférieur à 2Mds DA est fixée à 60.000 DA et pour les projets égaux ou supérieurs à 2Mds DA d'un montant de 400.000 DA.

Réintroduction des Guichets uniques

Afin de simplifier les procédures, la Loi n° 22-18, a réintroduit le principe de « Guichet unique » qui existait sous l'ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement puis abrogé. L'article 18 de la Loi 22-18 distingue d'une part, le « Guichet unique » à compétence nationale, au niveau de l'AAPI dédié aux grands investissements et aux investissements directs étrangers, et d'autre part, les « Guichets uniques décentralisés » de l'investissement, chargés de toutes les démarches nécessaires à la concrétisation des projets d'investissement. Les principales missions du Guichet unique et des Guichets uniques décentralisés sont :

- La concrétisation des projets d'investissement ;
- La délivrance des décisions, autorisations et tout document lié à l'exercice de l'activité en relation avec le projet d'investissement ;
- L'obtention du foncier destiné à l'investissement ;
- Suivi des engagements souscrits par l'investisseur.

Par grands projets d'investissement, il est entendu les investissements dont le montant est supérieur ou égal à 2 Mds de dinars.

Le Guichet unique vise à faciliter les démarches administratives pour les investisseurs.

De plus, l'article 37 du Décret exécutif n° 22-298, précise que le guichet unique décentralisée initialement mis en place par l'article 22 de l'ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement prendra en charge la période de transition précédant la mise en place des guichets uniques instauré par la loi susvisée.

Etablissement de la plateforme numérique de l'investisseur

Parmi les nouveautés introduites par la Loi n° 22-18, une nouvelle plateforme numérique de l'investisseur a été mise en place afin de permettre la dématérialisation de toutes les procédures et l'accomplissement en ligne de toutes les formalités liées à l'investissement.

Cette plateforme sera reliée aux systèmes d'information des agences et administrations chargées de l'acte d'investir, et sera gérée par l'AAPI dont ses modalités de gestion sont définies par le Décret exécutif n° 22-298 du 08 septembre 2022.

Ledit décret précise par ailleurs les objectifs de la plateforme, notamment :

- De prendre en charge, de simplifier et de faciliter les processus de création des entreprises et des investissements ;
- De diligenter le traitement et l'instruction des dossiers des investisseurs par les services concernés ;
- De permettre un échange direct et instantané entre les agents des administrations et organismes concernés.

Suivi des investissements

Le Décret exécutif n° 22-303 prévoit le suivi des investissements et aux mesures à prendre en cas de non-respect des obligations et engagements souscrits. Par ailleurs, il convient de noter qu'il est prévu par les autorités compétentes que le suivi s'effectuera tout au long de la durée de la phase de réalisation et d'exploitation.

En effet, les investisseurs seront dans un premier temps suivi par l'AAPI afin de s'assurer de la concrétisation des projets, ainsi que par l'administration domaniale qui veillera au maintien de la destination de l'assiette foncière concédée qui servira à la réalisation du projet. D'autre part la caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs s'assurera de son côté que les emplois qui devaient faire l'objet d'une création soient plus ou moins maintenus au même niveau.

L'administration fiscale et douanière garantira le respect des obligations et engagements souscrits durant toute la durée d'amortissement des biens acquis grâce aux avantages conférés.

Mesure relative au cumul des avantages fiscaux

Conformément à l'article 34 de la Loi 22-18, en cas d'activités mixtes ou multiples, les avantages prévues dans la Loi 22-18 ne s'appliquent qu'aux activités éligibles au sens de cette même loi.

Le bénéficiaire est tenu, à cet effet, de tenir une comptabilité permettant de déterminer le chiffre d'affaires et les résultats liés aux activités ouvrant droit aux avantages.

Par ailleurs, la coexistence d'avantages de même nature institués par la législation en vigueur, et ceux prévus par la Loi n° 22-18, ne donne pas lieu à une application cumulative de ces derniers.

L'investissement bénéficiera, le cas échéant, de l'incitation la plus avantageuse.

Dispositions transitoires et finales

La Loi n° 22-18, prévoit dans son article 38 le maintien des droits acquis par l'investisseur au titre des avantages et autres droits conférés par la législation antérieure à la présente loi.

Les dispositions contraires à la Loi n° 22-18 y compris la Loi n° 16-09 sont abrogées, à l'exception de l'article 37 de la Loi n°16-09 qui prévoit que quiconque, de mauvaise foi, a entravé par quelque moyen que ce soit l'acte d'investir, est puni conformément aux dispositions prévues par la législation en vigueur.



Cette publication diffuse des informations à caractère général. Cette publication ne peut se substituer à des recommandations ou à des conseils de nature fiscale, juridique ou sociale. Les informations contenues dans cette publication ne constituent en aucune manière un conseil personnalisé susceptible d'engager, à quelque titre que ce soit, la responsabilité des auteurs et / ou de PwC Algérie. Cette publication est la propriété de PwC Algérie. Toute reproduction et / ou diffusion, en tout ou partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans autorisation préalable.

©2022 PwC Algérie est membre de PricewaterhouseCoopers International Ltd, société de droit anglais. PwC désigne la marque sous laquelle les entités membres de PricewaterhouseCoopers International Ltd rendent leurs services professionnels et peut également faire référence à l'une ou plusieurs des entités membres de PricewaterhouseCoopers International Ltd dont chacune est une entité juridique distincte et indépendante.